

Message de salutation à la réunion du WIN des 6 et 7 janvier 2018

Chers camarades,

par ces quelques mots, nous vous apportons notre salut de France et regrettions de ne pas avoir les moyens d'être parmi vous ce week-end.

Nous tenons à préciser que la continuation de notre participation au WIN, qui permet la discussion entre militants socialistes dans la perspective de la construction d'une nouvelle Internationale ouvrière, demeure malgré l'échec de MILITANT.

Cet échec est pour partie le reflet de la situation en France à l'issue du mandat de Hollande (2012-2017) qui a abouti à l'élection de Macron, candidat du MEDEF, par élimination de tous les candidats de gauche au soir du 1^{er} tour de l'élection présidentielle.

Le mandat de Hollande a été l'occasion d'une trahison permanente et méthodique pendant cinq ans des intérêts et des espoirs des électeurs de gauche, des travailleurs et de la jeunesse.

Tous les présidents ou premiers ministres issus du PS depuis 1981 avaient échoué par leur gestion fidèle du capitalisme français, tout en laissant le souvenir de quelques mesures en faveur des travailleurs (Mitterrand et la retraite à 60 ans, les 39 heures hebdomadaires, la cinquième semaine de congés payés, Jospin et les 35 heures).

Hollande a contribué à la destruction systématique du code du travail au moyen de 3 lois successives : la loi Rebsamen, la loi Macron 1 et enfin la loi El Khomri en 2016. Il n'est pas besoin de préciser que rien n'a été fait pour empêcher les licenciements et créer des emplois pour satisfaire les besoins de 3 millions de chômeurs et résorber la précarité du travail pour trois autres millions de salariés.

Cette dernière loi a été l'occasion d'un mouvement social de mars à juillet qui a vu des centaines de milliers de grévistes ou de manifestants, lors de 14 journées d'action appelées par les centrales syndicales, notamment la CGT et FO, durant quatre mois.

Malgré l'intensité des mobilisations, l'orientation des dirigeants syndicaux s'est opposée à la centralisation et à la généralisation de l'action de manière à aboutir à une grève générale mettant en échec le gouvernement et posant la question de son renversement.

La répression policière des manifestations et des piquets de grève a atteint un niveau jamais vu sous un gouvernement de « gauche » en France depuis 1981. Tout cela a abouti à la défaite morale et politique de tous les candidats ou aspirants candidats issus du gouvernement : Hollande a renoncé à se présenter, Valls a été battu à la primaire du PS et tous ceux qui avaient un lien avec la gestion Hollande aussi. Défendre les intérêts des patrons ne permet pas de gagner une élection !

Alors pourquoi et comment Macron a-t-il pu gagner cette élection ?

Réponse : parce que le rejet social du gouvernement Hollande n'a pas trouvé de débouché politique à gauche du fait de l'orientation de la gauche du PS, de celle de Mélenchon, du jeu du PCF qui n'a pas voulu s'opposer frontalement et fermement à la politique de Hollande, de l'échec du Front de gauche mis hors jeu à partir de 2014, de l'incapacité de l'extrême gauche en dépit de son potentiel militant à jouer un rôle utile pour la masse des travailleurs.

La profondeur de la crise sociale a été illustrée par la façon dont Fillon a été battu dès le premier tour, alors qu'il croyait pouvoir mener une campagne avec un programme à la Thatcher et gagner en s'appuyant sur le rejet de la gauche.

Et nous avons eu un deuxième tour Macron / Le Pen. Rétrospectivement, même si la discussion pour savoir quel vote faire au deuxième tour (abstention, vote Macron contre Le Pen) était importante, l'essentiel était que la gauche était éliminée au premier tour et que, logique institutionnelle de la cinquième république aidant, le vainqueur remporterait la mise parlementaire pour ce que l'on pourrait qualifier de troisième et quatrième tour de l'élection.

Ainsi, Macron, candidat sélectionné par les secteurs les plus concentrés du capitalisme français, a pu gagner sans même disposer d'un parti nécessaire aux besoins politiques de tout président-Bonaparte de la Cinquième République.

Ce pari gagné par Macron n'a été possible que parce que des millions d'électeurs de gauche se sont repliés dans l'abstention, et que la gauche n'a pas su présenter un ticket uni Mélenchon-Hamon au premier tour, seule perspective à même de remporter ce scrutin, ou au moins d'être présent au second tour.

Nous ne nous attarderons pas sur le cas de Hamon et du PS, mais soulignerons plutôt le rôle de l'orientation choisie par Mélenchon, celle du populisme de gauche.

A partir du constat de l'échec du Front de Gauche en 2014, Mélenchon a tourné le dos au PCF, qui lui a été écartelé en permanence jusqu'à la fin du quinquennat entre tendre la main au PS ou du moins à son aile gauche, et courir après Mélenchon.

Celui-ci a opté pour une ligne prétendant remplacer la 5ème république gaullo-bonapartiste par une sixième république parlementaire, celle-ci naissant d'une assemblée constituante ne provenant pas d'une vague révolutionnaire instituant une telle Constituante mais du bon vouloir d'un « bon président » : Mélenchon lui-même !

Et pour dégager la voie à un tel ultime président de la 5ème, il fallait en finir avec les partis et y substituer un peuple rassemblé autour de son sauveur, « construire un peuple » !

Ainsi, Mélenchon a mis en veilleuse son parti, le Parti de Gauche, qu'il avait fondé en quittant le PS en 2009. Et a lancé un mouvement dont le propre est de ne pas avoir de structures, dans lequel votes et débats sont proscrits ou très encadrés par avance.

Une idéologie populiste a été mise en avant systématiquement à la place de l'idéologie courante de la gauche traditionnelle : le drapeau tricolore à la place du drapeau rouge dans les manifestations et meetings, la Marseillaise au lieu de l'Internationale.

Fondamentalement, le projet de Mélenchon est basé sur la promotion de la place et des intérêts de l'impérialisme français dans le monde, notamment dans le face à face franco-allemand, en s'appuyant si besoin sur la Russie (résurrection de la vieille alliance franco-russe, celle de 1945, de 1935, de 1945...), par le soutien à la présence militaire française dans le Sahel sous prétexte de lutte contre Daesch. Mélenchon a soutenu l'intervention de Sarkozy en Libye, celle de Hollande au Sahel, et appuyé Bachar El Assad contre la révolution démocratique syrienne.

En Amérique latine, Mélenchon a soutenu Chavez et maintenant Maduro en faisant croire que la soit-disant voie bolivarienne était celle du socialisme des travailleurs, alors que ce régime est fondé sur l'enrichissement de la boli-bourgeoisie installée dans l'exploitation de la rente pétrolière.

Mélenchon a soutenu la Russie contre l'Ukraine et présenté les Ukrainiens comme autant de nazis potentiels pour vouloir que leur pays échappe à la tutelle de Moscou.

Le mouvement social du printemps 2016 contre la loi El Khomri a été une (mauvaise) surprise pour Mélenchon qui avait conçu sa campagne électorale comme démarquant de façon indépendante de toute évolution sociale dans le pays. De sa matrice politique formée au PS, Mélenchon a gardé le culte réformiste du respect des institutions et du calendrier électoral. Donc pas de grève générale renversant un gouvernement ou chassant un régime ! Non , pas de ça !

Aussi, la campagne de Mélenchon a été menée en parallèle au mouvement social : les militants de la France Insoumise et Mélenchon saluaient les manifestants à partir des bordures des cortèges syndicaux parisiens mais pour autant, ils n'en devenaient pas le débouché naturel ou implicite.

Depuis, Mélenchon a été plus loin, en prétendant imposer aux syndicats un agenda de mobilisation voir de définition de leur orientation. Maintenant que Macron est élu, il faut, selon sa vision politique, attendre cinq ans, et recommencer en 2022. Et être l'opposition loyale de Sa Majesté Macron !

Nous doutons que l'orientation de Mélenchon de destruction des vieux partis du mouvement ouvrier puisse aller loin, mais par contre elle produit des dégâts en enfermant dans la bêtise sectaire, dans la nullité anti-intellectuelle, dans l'arrogance inutile des milliers de militants dont les causes mériteraient de meilleurs conseils et une orientation reprenant le meilleur des traditions du mouvement ouvrier.

On peut même avancer que cette culture anti-démocratique, opposé aux débats, sectaire et suffisante, d'adoration du Chef, peut malheureusement nourrir les voies de passage au fascisme.

Non, Mélenchon et la FI n'incarnent pas une variété de réformisme de gauche, mais une régression d'un courant du mouvement ouvrier vers une forme politique s'éloignant des traditions de la gauche et insoucieuse des besoins des travailleurs car elle est orientée d'abord vers la satisfaction des plans du Chef.

Par son refus de structurer un parti, basé sur des débats et des délibérations démocratiques, préparant l'action commune avec les autres forces de la gauche contre le gouvernement et les patrons, Mélenchon a déjà amorcé les éléments de crise dans son mouvement.

Ainsi, sur la question de l'immigration et des réfugiés, il développe un discours tendant plutôt vers la droite et l'extrême droite que vers la nécessaire solidarité avec ceux qui fuient les guerres et les dictatures, qui cherchent à échapper à la misère et à la faim.

Une crise a commencé avec la sensibilité incarnée par la députée Danièle Obono, qui a des positions assez confuses sur la laïcité mais dont le traitement devrait pouvoir être abordé dans un parti pratiquant le débat et la libre discussion respectueuse des positions des uns et des autres.

Au lieu d'affronter de manière rationnelle, donc démocratique, les événements, la fuite en avant bonapartiste ne pourra qu'amener à l'échec de ce projet politique.

Ce contexte politique explique les différences qui ont surgi depuis 2016 parmi les membres de Militant et conduit à une existence séparée de deux courants distincts. Pour notre part, depuis mai 2015, nous avons lancé un blog et un bulletin pour exprimer nos positions et proposer des éléments pour l'action. C'est au regard de ces publications que tous peuvent juger de notre action orientée vers le cœur du mouvement ouvrier réel en France.